

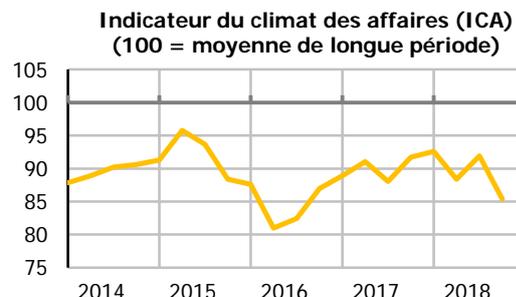
Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2018

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Un trimestre atypique marqué par une poussée d'inquiétude

L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui résume l'opinion des entrepreneurs calédoniens sur la conjoncture locale, oscille autour de 90 depuis la « sortie » de la crise du nickel début 2017 (100 est la moyenne sur longue période), c'est-à-dire un niveau proche de celui qu'il avait en 2014/2015 avant la crise. Au 3^e trimestre 2018, l'ICA connaît une forte fluctuation vers le bas pour s'établir à 85,4 (-6,5 points par rapport au trimestre précédent). Cependant, l'analyse montre que la majeure partie de la baisse constatée provient de l'opinion des chefs d'entreprise sur la période à venir (composante prévue) et non de l'appréciation portée sur l'activité du 3^e trimestre lui-même (composante passée). Le caractère atypique de ce trimestre, marqué par l'imminence du referendum d'autodétermination mais aussi par le compte à rebours de la mise en place de la TGC, explique clairement cette montée de l'inquiétude, renforcée par ailleurs par les difficultés rencontrées par le secteur minier.



Source : Enquête de conjoncture IEOM, données trimestrielles

Les autres indicateurs économiques, stables ou mieux orientés (encours de crédit, épargne des ménages, habitat, emploi salarié), confirment plutôt une certaine hésitation de la conjoncture réelle. La hausse progressive de l'emploi salarié se poursuit ce trimestre, avec un niveau d'emploi qui semble se stabiliser dans le secteur privé. Parallèlement, la consommation des ménages se détériore avec un ralentissement de la croissance de l'encours des crédits à la consommation. La progression des investissements ralentit également restant portée principalement par les crédits à la construction et à l'habitat.

Au niveau sectoriel, l'activité est néanmoins moins bien orientée dans plusieurs secteurs. Confrontée à un retournement à la baisse des cours du nickel, et à des difficultés sur certains sites miniers, l'activité du secteur nickel se dégrade. Le secteur du BTP reste en proie à la morosité, les professionnels jugeant leurs carnets de commandes insuffisamment remplis. Le secteur du commerce connaît également des difficultés, liées à la préparation au passage en régime définitif de la TGC et se traduisant notamment par d'inhabituels et importants mouvements de déstockages. Seuls les secteurs primaires et touristiques semblent se stabiliser.

LA CROISSANCE DE LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE SE MAINTIEN EN DÉPIT DES TENSIONS COMMERCIALES

Depuis le début de l'année 2018, les tensions commerciales pèsent sur le commerce mondial, avec pour conséquence une légère baisse de la demande extérieure et une hausse des prix de l'énergie. Dans ce climat peu porteur, la croissance dans la région de l'Asie du Sud reste dynamique au 3^e trimestre grâce à une forte demande domestique liée à un marché du travail solide.

Les tensions commerciales avec les États-Unis commencent à affecter la croissance **chinoise** qui ralentit légèrement au 3^e trimestre (+6,5 % au 3^e trimestre après +6,7 % au 2^e trimestre).

En **Indonésie**, l'investissement est mal orienté (-1,6 % en glissement annuel) au 3^e trimestre 2018 en raison d'un fort recul des investissements étrangers (-20,0 %) qui n'a pas pu être totalement compensé par la hausse marquée de l'investissement domestique (+31,0 %). Au 3^e trimestre 2018, le PIB augmente de 3,1 % (5,2 % en glissement annuel) après une hausse de 4,2 % au 2^e trimestre. La croissance est soutenue par une forte demande intérieure et le dynamisme du secteur du tourisme qui risque cependant de ralentir fortement au 4^e trimestre suite au tsunami dont la région a été victime fin septembre.

Au 3^e trimestre 2018, l'économie **australienne** reste portée par les exportations et par la consommation domestique qui se renforce, notamment grâce à des créations d'emplois. La banque centrale australienne (RBA) continue de mener une politique monétaire accommodante et parvient à maintenir l'inflation dans sa cible (1,9 % entre les deux trimestres).

Parallèlement, la **Nouvelle-Zélande** enregistre un creusement important de son déficit commercial. La croissance du PIB bien plus forte qu'attendu au 2^e trimestre 2018 (+3,4 % en glissement annuel) devrait se poursuivre au second semestre 2018. La consommation privée reste très dynamique avec un marché de l'emploi qui enregistre son taux de chômage le plus bas depuis 10 ans (3,9 % au 3^e trimestre contre 4,4 % pour les deux premiers trimestres 2018).

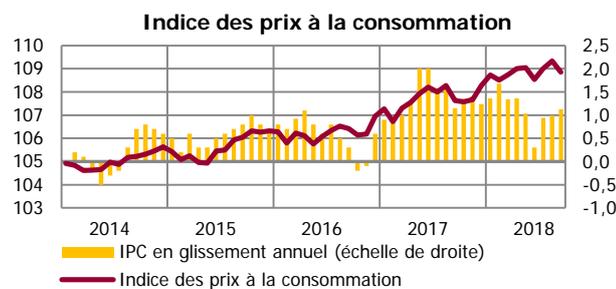
L'accord de partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP) entrera en vigueur le 30 décembre 2018 suite à la ratification de l'Australie après le Japon, le Canada, la Nouvelle-Zélande, Singapour et le Mexique. Cet accord de libre-échange multilatéral, qui pourrait s'étendre à 5 autres pays (Brunei, Chili, Malaisie, Pérou et Vietnam) a pour objectif d'intensifier les relations commerciales dans la zone. Les premières baisses de taxes interviendront début 2019.

Sources : FMI, Statistiques Nouvelle-Zélande, Bureau des statistiques australien, Banque centrale d'Australie, Banque centrale de Nouvelle-Zélande, Indonésie statistiques.

Les prix augmentent modérément

L'indice des prix à la consommation (IPC) progresse légèrement par rapport au 2^e trimestre 2018 (+0,3 %, après -0,2 % au trimestre précédent). Cette évolution s'explique essentiellement par le renchérissement des produits énergétiques (+3,8 %), et principalement des prix des carburants dans un contexte de croissance des cours internationaux du pétrole. Dans une moindre mesure, la hausse des prix des services (+0,8 %) contribue également à l'augmentation de l'IPC. En revanche, les prix des produits alimentaires et des produits manufacturés sont en recul (-0,5 % et -0,9 %), en lien en partie pour les seconds avec la prolongation jusqu'à la fin du mois de septembre des soldes hivernales, afin de limiter les stocks en prévision de l'entrée en vigueur de la TGC à taux plein au 1^{er} octobre 2018.

En glissement annuel, l'IPC progresse de 1,1 %, soit un rythme encore relativement modéré. Dans le détail, les prix de l'alimentation demeurent en hausse (+1,7 %), comme ceux de l'énergie et des services (respectivement de 6,2 % et +0,3 %). Seuls, les prix des produits manufacturés sont orientés à la baisse (-1,5 %).



Source : ISEE, données mensuelles

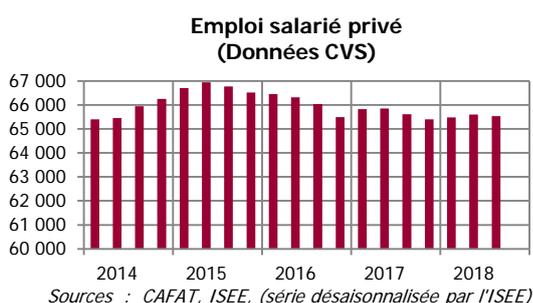
L'emploi salarié privé se stabilise

La hausse progressive de l'emploi salarié se poursuit ce trimestre (+0,2 % en données CVS) portée par l'augmentation du nombre d'emploi dans le secteur public (+0,8 % en CVS).

L'emploi salarié privé reste relativement stable au 3^e trimestre 2018 (-0,1 %, CVS). En effet, les créations d'emplois dans les deux secteurs les plus importants en terme d'effectifs que sont l'industrie (+0,5 %) et les services (+0,1 %) sont compensées par les destructions d'emplois dans le commerce (-0,8 %), la construction (-1,1 %) et le secteur primaire (-1,6 %).

Le solde d'opinion des chefs d'entreprise répondant à l'enquête concernant les effectifs se dégrade pour le trimestre écoulé et reste sous sa moyenne de longue période. De la même manière, les anticipations formulées pour le trimestre à venir sont dégradées, les professionnels étant plus nombreux à prévoir un recul de leur effectif.

Paradoxalement, en dépit d'un marché de l'emploi relativement morose, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois diminue sensiblement (-5,4 %, CVS). Le nombre de nouvelles offres d'emploi déposées auprès des services de placement est également en baisse par rapport au trimestre précédent.



Sources : CAFAT, ISEE, (série désaisonnalisée par l'ISEE)

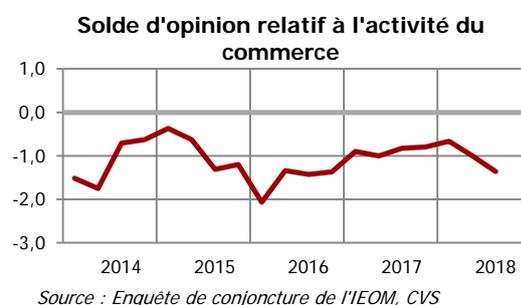
La consommation des ménages s'affiche en retrait

Au 3^e trimestre 2018, dans un contexte de préparation à l'instauration de la TGC à taux plein, les professionnels du commerce répondant à l'enquête font part de leur inquiétude quant à l'évolution du secteur. Tous les soldes d'opinions pour le trimestre écoulé sont sensiblement dégradés (en dessous de leur moyenne de longue période), et notamment ceux concernant l'activité et le niveau d'emploi qui accusent un recul significatif. Les perspectives pour le trimestre à venir resteraient peu porteuses, les commerçants anticipant majoritairement une détérioration des fondamentaux de leur entreprise.

Les indicateurs de la consommation des ménages sont globalement mal orientés au 3^e trimestre 2018. Les importations de consommations non durables et durables sont en baisse par rapport au trimestre précédent (respectivement -18,2 % et -8,3 %, CVS), tout comme les immatriculations de voitures particulières neuves (-4,7 %, CVS) et les titres émis (-1,8 %, CVS).

Toutefois, ce trimestre, il convient d'interpréter les chiffres d'importation de biens de consommation avec précaution. En effet, l'approche du basculement en régime définitif de la TGC a conduit le secteur du commerce à effectuer des opérations de déstockage et donc à réduire ses volumes d'approvisionnement. Ce phénomène qui entraîne une baisse du niveau des importations de biens est plus marqué au mois de septembre et concerne plus particulièrement les produits alimentaires et textiles (respectivement -41,0 % et -45,6 %, CVS par rapport au mois précédent).

En outre, le rythme de croissance des encours des crédits à la consommation ralentit à 0,4 %, en lien avec le recul de la production de crédits (-3,6 % sur un trimestre et -5,6 % en glissement annuel).

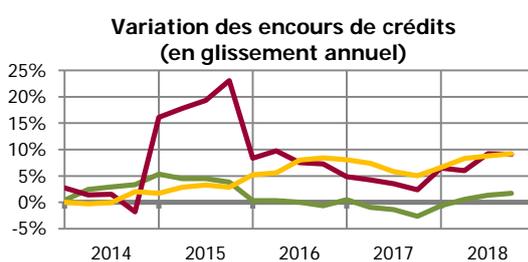


Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM, CVS

Des prévisions d'investissements qui restent mal orientées

Au 3^e trimestre 2018, la tendance haussière suivie par l'investissement depuis plusieurs trimestres se confirme, mais semble montrer quelques signes d'inflexion. L'encours de crédits aux entreprises continue de croître (+1,6 % sur un an après +2,5 % au trimestre précédent). Cette progression s'explique principalement par le dynamisme des crédits à la construction (+9,1 %) et dans une moindre mesure par la hausse de l'encours des crédits d'investissement (+1,7 %). Dans le même temps, la croissance de l'encours des crédits à l'habitat des ménages se maintient à un rythme soutenu (+9,2 %).

En parallèle, les importations de biens d'investissement progressent également par rapport au trimestre précédent (+5,2 %, CVS) tout comme les importations de machines et équipements (+4,6 %, CVS) et les immatriculations de nouveaux



Source : IEOM - Surf, encours des établissements de crédits

véhicules utilitaires (+ 1,5 %, CVS).

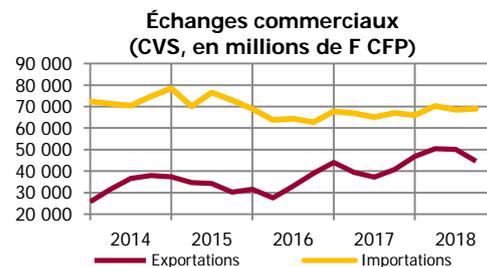
En revanche, les prévisions d'investissements des chefs d'entreprise à horizon de 12 mois sont globalement pessimistes, plus particulièrement dans le secteur de la mine et de la métallurgie. Elles restent cependant bien orientées pour le secteur du tourisme et de l'hôtellerie.

La baisse des exportations métallurgiques creuse le déficit commercial

Au 3^e trimestre 2018, les importations s'affichent en légère progression (+0,8 % CVS par rapport au trimestre précédent). Une évolution qui masque toutefois des tendances opposées selon les catégories de produits. En effet, les importations de biens de consommations des ménages sont en recul (cf. ci-dessus), tandis que les importations de produits énergétiques progressent sensiblement (+11,0 %, CVS), tirées notamment par la hausse des cours du pétrole au troisième trimestre (+6,0 % en moyenne par rapport au 2^e trimestre).

Dans le même temps, les exportations sont en nette baisse (-11,1 %, CVS) du fait essentiellement du recul des exportations de produits métallurgiques tant en volume (-4,5 % pour le nickel et -7,2 % pour le cobalt par rapport au trimestre précédent) qu'en valeur (-2,1 % pour le nickel et -15,1 % pour le cobalt par rapport au trimestre précédent).

En conséquence, le déficit commercial, qui profitait d'une conjoncture jusqu'alors plus favorable du secteur nickel et tendait à se réduire depuis mi 2017, se creuse de nouveau au cours de ce 3^e trimestre (+33,2 %). Le taux de couverture des importations par les exportations retombe mécaniquement à 64,6 % (-8,6 points).



Source : Service des Douanes, ISEE

UNE ORIENTATION DÉFAVORABLE DES SECTEURS DU NICKEL ET DU BTP

Les exportations métallurgiques marquent le pas

Au 3^e trimestre 2018, après plusieurs trimestres de progression, le cours moyen du nickel est en baisse (- 8,5 % par rapport au trimestre précédent) malgré la poursuite de la baisse des stocks mondiaux de nickel entamée depuis fin 2017 (-17,1 % par rapport au 2^e trimestre, -34,9 % en glissement annuel). À 6,01 US \$/lb en moyenne ce trimestre, il se contracte de - 0,3 % par rapport 1^{er} trimestre. Les prix du nickel restent cependant plus élevés qu'en 2017 avec une augmentation de 25,9 % en glissement annuel.

La **production minière** continue de progresser par rapport au trimestre précédent (+8,1 % de tonnes humides produites), mais recule sur un an (-7,7 %). Les exportations minières suivent la même tendance avec 1,9 million de tonnes exportées ce trimestre soit une augmentation de 18,5 % par rapport au 2^e trimestre et de 23,2 % en glissement annuel. 41,8 % de la production a été exportée ce trimestre, cette part est en augmentation pour le 3^e trimestre consécutif. La valeur des exportations progresse dans la même proportion en glissement trimestriel malgré la baisse des cours.

Après une baisse au 2^e trimestre, la **production de nickel** progresse de 4,1 % (+0,5 % en glissement annuel) au 3^e trimestre. Avec 21,2 millions de tonnes de nickel contenu, la production de ferronickel atteint un record (+14,4 % sur un an), reflétant la montée en puissance de l'usine KNS.

En revanche, la production de produits du nickel de l'usine du Sud est de nouveau en baisse ce trimestre (-8,2 % par rapport au 2^e trimestre, -27,0 % en glissement annuel), en partie, suite à de moindres livraisons de minerai à l'usine.

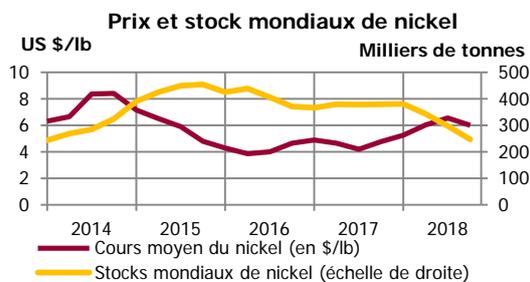
Les exportations métallurgiques de nickel sont en baisse ce trimestre, en volume comme en valeur (respectivement -4,5 % et -2,1 % par rapport au 2^e trimestre).

De la même manière que pour sa production de nickel, l'exploitation de l'usine de Vale est caractérisée par une année de baisse de sa production de **cobalt** (-39,8 % en glissement annuel). En conséquence, les exportations se replient encore ce trimestre (-7,2 % par rapport au trimestre précédent). Cette évolution est encore plus marquée en valeur (-15,1 %), du fait d'un cours du cobalt en recul (-25,3 %), en lien notamment avec l'augmentation du niveau des stocks mondiaux enregistrée au LME (+12,0 %).

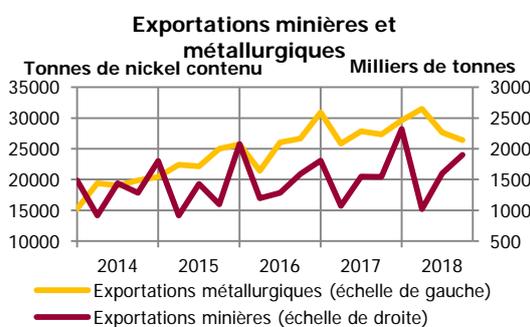
Les prévisions d'investissements des entreprises de ce secteur, interrogées lors de l'enquête de conjoncture, se dégradent pour un nombre d'entreprises de plus en plus important depuis le début de l'année 2018, en dépit des projets de modernisation de certaines usines.

Le secteur du BTP dans l'attente d'une reprise de l'activité

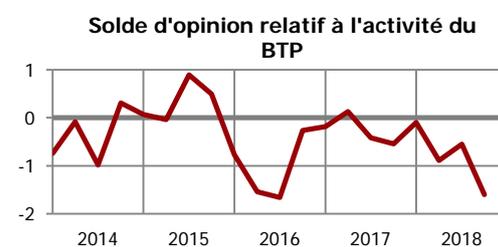
Au 3^e trimestre 2018, l'opinion des professionnels du bâtiment et des travaux publics sur leur activité se dégrade sensiblement en deçà de leur moyenne de longue période. Si les ventes de ciment (CVS) progressent par rapport au trimestre précédent (+5,9 %), elles restent à un niveau historiquement bas (-18,2 % en glissement annuel). Dans le même temps, les importations de plâtre sont également en recul (-65,2 %, CVS). L'index BT 21 augmente légèrement sur la période.



Source : LME



Sources : ISEE, DIMENC



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM, CVS

Pour le trimestre à venir, les entrepreneurs sont également moins optimistes. Ils sont plus nombreux à anticiper un recul de leur activité pointant la diminution des mises en chantiers et l'absence de visibilité sur le remplissage de leur carnet de commandes (notamment des commandes publiques).

L'activité touristique jugée en hausse

La majorité des entrepreneurs du secteur de tourisme font état d'une progression de leur activité sur le trimestre écoulé et ils sont plus nombreux à envisager d'investir dans les 12 prochains mois. Ils déclarent cependant une baisse de leurs effectifs, tandis que leur trésorerie se dégraderait une nouvelle fois, tendance qui se confirmerait au trimestre prochain.

Le nombre de croisiéristes enregistre une légère hausse ce trimestre, mais reste en recul sur un an (-7,5 %, CVS). Le nombre d'escales de paquebots demeure le même qu'au trimestre précédent (52 escales), soit à un niveau en deçà de ceux enregistrés pour l'année 2017.

Dans son dernier rapport sur le tourisme en région Asie-Pacifique, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) souligne le dynamisme grandissant en matière de fréquentation touristique de la région Asie-Pacifique, avec une progression annuelle moyenne des arrivées de touristes internationaux de 2005 à 2017 supérieure à la moyenne mondiale (respectivement +6,4 % et +4,2 %). En Nouvelle-Calédonie, le nombre de touristes reste relativement modeste (120 697 en 2017) comparé aux autres îles du Pacifique : 198 959 pour la Polynésie française et 842 884 pour Fidji. Toutefois, bénéficiant en partie du dynamisme de la conjoncture touristique régionale, on constate, depuis 2015, une croissance de la fréquentation touristique locale (+2,9 % en moyenne par an de 2015 à 2017) qui bien qu'en deçà des performances de la région Asie-Pacifique (+6,6 %) et de l'Océanie (+7,7 %) s'inscrit dans le temps. Au 2^e trimestre 2018, le nombre de touristes séjournant en Nouvelle-Calédonie augmente de 3,1 % (CVS) par rapport au trimestre précédent et sur l'année.

Un secteur primaire aux évolutions contrastées

Après avoir enregistré un recul important au 2^d semestre 2017, les exportations de thons poursuivent leur redressement. En lien avec l'effort de valorisation via la nouvelle marque Cap Lapérouse, le volume de thons exporté au 3^e trimestre 2018 progresse sensiblement (+53,4 %, CVS), porté notamment par le marché européen. De la même manière, la filière bovine semble de nouveau suivre une orientation favorable enregistrant une nouvelle hausse des abattages (+5,6 %, CVS). Ces derniers atteignent 749 tonnes brutes, soit le plus haut niveau depuis le 4^e trimestre 2015. En revanche, les abattages de la filière porcine sont en recul (-3,8 % CVS sur un trimestre).

Bien qu'en amélioration par rapport à la campagne précédente, les performances de l'aquaculture demeurent en dessous des prévisions des professionnels, confirmant les difficultés de développement de la filière. Les exportations de crevettes restent en forte hausse en glissement annuel (+78,0 %, CVS).

Au 3^e trimestre 2018, l'opinion des entrepreneurs du secteur concernant l'activité demeure en deçà de sa moyenne de longue période. En revanche, les soldes d'opinion sur les prévisions d'investissement, les charges, la trésorerie, les délais de paiement et le niveau des prix sont relativement bien orientés, pour la plupart au-dessus de leur moyenne de longue période.

STABILITÉ DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE

La croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,7 % en 2018 et 2019 selon les dernières « Perspectives de l'économie mondiale » publiées par le FMI en octobre. Elle resterait ainsi identique à son niveau de 2017. Les prévisions sont toutefois inférieures de 0,2 point à celles présentées en juillet dernier. Cette révision à la baisse s'explique notamment par le renforcement des tensions commerciales et le durcissement des conditions financières mondiales alors que les différences dans les perspectives sont importantes d'une région à l'autre.

Aux **États-Unis**, la croissance du PIB a ralenti marginalement au troisième trimestre. L'activité a progressé de +0,9 % en variation trimestrielle (après +1,0 % au trimestre précédent) et apparaît tirée à la baisse par le recul des exportations et le ralentissement des investissements des non-résidents. Le FMI anticipe une croissance de 2,9 % en 2018 puis de 2,5 % en 2019 (-0,2 point par rapport aux prévisions de juillet).

Selon Eurostat, le PIB de la **zone euro** a progressé de +0,2 % au troisième trimestre après +0,4 % trois mois plus tôt. Le taux de chômage s'élève à 8,1 % à fin septembre et demeure à son plus bas niveau depuis novembre 2008 alors que l'inflation continue de croître progressivement (+2,2 %). Selon les prévisions de la Commission européenne, la croissance de la zone euro va fléchir à +2,1 % en 2018 puis +1,9 % en 2019 (contre +2,4 % en 2017).

En **France**, la croissance retrouve un dynamisme plus marqué au troisième trimestre selon les estimations de l'Insee. Elle enregistre ainsi une hausse de +0,4 % (+0,2 % au deuxième trimestre) qui s'explique principalement par le redressement de la consommation des ménages et l'orientation favorable du commerce extérieur. Le FMI anticipe un essor du PIB de 1,6 % en 2018 et 2019, en deçà de la progression enregistrée en 2017 (+2,3 %).

Au **Japon**, l'activité se contracte de 0,3 % au troisième trimestre après une hausse de 0,8 %. Cette tendance s'explique par un repli de la consommation des ménages, de l'investissement et des exportations suite notamment à une accumulation de catastrophes naturelles depuis le début de l'année 2018. La croissance devrait toutefois s'établir à 1,1 % en 2018 et à 0,9 % en 2019 selon le FMI.

Dans les **pays avancés**, le FMI anticipe une accélération marginale de la croissance en 2018 (+2,4 % après +2,3 % en 2017) avant une hausse plus modérée en 2019 (+2,1 %). Le PIB devrait croître dans les pays émergents et en développement sur un rythme identique à 2017 (+4,7 % en 2018 et 2019). Ces dernières perspectives ont été révisées à la baisse par rapport aux dernières estimations du FMI en juillet (-0,2 point pour 2018, -0,4 point pour 2019).

Sources : FMI, Insee, Eurostat, BEA, OCDE – données arrêtées à la date du 23 novembre 2018

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr